

**GUELMA**

# Rien ne semble pouvoir arrêter l'affichage sauvage

**A chaque fois, les collectivités locales saisissent les différentes formations politiques et les candidats libres pour leur demander de ne pas afficher en dehors des emplacements réglementaires.**

Ces avertissements ne sont en réalité qu'un simple rappel à la loi en matière d'hygiène et d'environnement.

Les riverains s'interrogent d'ailleurs : «Les candidats en lice pour les prochaines élections législatives savent-ils que l'affichage, en dehors des espaces réglementaires, nuit à la propreté de la cité ?», et «la

sanction sera-t-elle appliquée ?». En 2012, à la veille des législatives, la Commission nationale de supervision des élections avait adressé pareil avertissement, sans grand effet sur le terrain.

Du côté des formations politiques et des candidats libres, l'avertissement n'est pas pris au sérieux. La preuve : on réplique du

côté des responsables de campagne : «Rien ne prouve que c'est bien le parti ou les candidats concernés qui ont collé», lance la tête de liste d'une formation politique, lors d'un meeting de campagne.

Un candidat libre dit avoir respecté la règle mais dénonce «des dépassements à outrance des autres, notamment ceux qui croient que pour eux tout est permis».

Quoi qu'il en soit, la guéguerre des colleurs d'affiche a battu son plein à Guelma, lors de cette campagne électorale. Les

affiches ont garni les espaces réglementaires pour atteindre les murs des immeubles, des clôtures des administrations et les panneaux publicitaires...

A cela s'ajoute le coût de l'opération de retrait de ces affiches sauvages.

Un élu de l'APC de Guelma révèle qu'après chaque campagne électorale, plusieurs dizaines d'agents interviennent pour nettoyer les murs, il estime que cette opération coûte cher à la mairie.

**Noureddine Guergour**

**TIPASA**

## 10 000 logements AADL 2 pour la wilaya

**Selon un communiqué de la cellule de communication de la wilaya de Tipasa, il a été procédé à la levée des contraintes du foncier sur lesquelles butait la réalisation des programmes de 10 000 logements de type AADL 2, inscrits en deux tranches à l'indicatif de la wilaya de Tipasa. Comment cela a été rendu possible ?**

Selon des indiscrétions, il s'agirait d'une initiative prise par l'actuel wali de Tipasa, en l'occurrence M. Moussa Ghellai, qui aurait saisi l'opportunité d'une rencontre avec les chefs de daïra, les présidents d'APC et les responsables des modules sur les préparatifs des élections législatives pour faire un état des lieux et prendre toute la mesure de l'état d'application de la feuille de route mise en œuvre depuis son installation, il y a de cela près de 6 mois.

Ainsi, selon le communiqué, ce fut l'immensité des programmes des 10 000 logements AADL 2 dont aurait bénéficié la wilaya de Tipasa que le wali s'est étonné et insurgé sur la non-utilisation de cette manne qui aurait pu répondre aux besoins sociaux et à la préoccupation citoyenne, notamment ceux recensés et identifiés lors des visites d'inspection de l'exécutif de la wilaya, à l'instar de celles effectuées sur le terrain à travers les 10 daïras et les 28 communes de la wilaya ainsi que les rencontres de proximité organisées avec le mouvement associatif et la société civile.

Fort de ce constat, le responsable de l'exécutif a inscrit dans le plan d'action qu'il a tracé des mesures à court terme qui furent prises en urgence afin de répondre aux doléances exprimées avec insistance par les citoyens dans le cadre de la démocratie participative. Rappelons que ces programmes de 10 000 logements

AADL de type 2, inscrits en 2 tranches à l'indicatif de la wilaya, butaient toutefois sur des contraintes du foncier dans une wilaya à vocation agricole. Nonobstant ces aléas, il a été souligné que des assiettes de terrains qui ne posaient pas de problème de déclassement ont pu être dégagées et, partant, permettre de pouvoir injecter un quota de plus de 8 000 logements

S'agissant du reste des programmes de logements, le wali de Tipasa aurait réitéré ses engagements en vue d'attribuer près de 14 000 logements dans le segment logement public locatif en 7 phases, au fur et à mesure de leur réception définitive à la lumière de la finalisation des travaux des VRD, sachant que les logements livrés depuis quelques années n'étaient pas habitables du fait qu'ils étaient démunis de toutes commodités.

A ce titre, la cellule de communication nous a informé que le chef de l'exécutif de la wilaya aurait annoncé qu'un premier quota de plus de 1 000 logements de type LPL serait sur le point d'être attribué au niveau de sept communes de la wilaya et que la liste des bénéficiaires sera affichée lors de la première quinzaine du mois de mai 2017. Il est clair que cette opération inédite de grande envergure fera le bonheur de milliers de foyers en quête de logements.

En marge de ces opérations, les responsables de l'AADL ont été

instruits de clôturer rapidement les terrains identifiés et dédiés à ces opérations et d'entamer l'implantation de leurs projets.

S'agissant d'un programme national, le responsable de l'exécutif a précisé que des discussions sont en cours avec les responsables du ministère de tutelle et que des solutions sont envisagées en vue de faire bénéficier le maximum de souscripteurs de la wilaya de Tipasa dans les différents sites choisis au niveau de leur circonscription territoriale.

Sur le plan de l'aménagement urbain, un constat de carence a été établi notamment eu égard au déficit en aménagement urbain et il a été déploré le fait que l'amélioration urbaine ait été complètement délaissée et que plusieurs opérations n'aient pas suivi, à l'instar de la réalisation des équipements de niveau supérieur, des projets structurants de grande facture et d'un programme d'habitat consistant.

De ce qui précède et afin d'assurer un développement harmonieux de cette forte expansion urbaine, le wali de Tipasa a exhorté les responsables locaux d'accorder une importance particulière à ce volet en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens notamment par la création d'espaces de détente, des aires de jeux, et d'accorder une priorité à la réalisation des infrastructures sportives et de jeunesse, qui font cruellement défaut, sachant que le cadre de vie des citoyens constitue une priorité particulière pour le chef de l'exécutif.

A la lumière de ce constat, les responsables locaux ont été instruits de poursuivre les opérations de nettoyage et de toilettage en

collaboration avec le comité de pilotage de l'hygiène du milieu. A ce propos, le wali a martelé avec colère : «Vous devez continuer à relancer nos villes et villages en menant des opérations d'appoint en vue d'éradiquer toutes les décharges sauvages et les déblais qui jonchent les abords des sites.» Et de souligner que «l'hygiène du milieu est une mission basique à laquelle doivent s'atteler sans relâche les collectivités locales afin d'effacer le visage hideux de nos villes».

Concernant le raccordement des populations au gaz naturel, le wali a mis l'accent sur l'absence de sources de financement, et c'est à ce titre qu'il a été décidé de prendre des initiatives locales d'un commun accord avec les citoyens consultés à ce sujet en mobilisant les ressources financières selon un montage financier tripartite qui inclut la Sonelgaz à hauteur de 35% et le reste, soit 65% qui sera partagé entre les collectivités locales et les abonnés au prorata du nombre de foyers. Ce système, a expliqué le responsable de l'exécutif, permettra de prendre en charge 7 000 foyers qui se trouvent dans des zones enclavées et difficiles d'accès et situées dans leur majorité dans la partie ouest de la wilaya de Tipasa.

En clôturant ses remarques, le wali de Tipasa est passé à une phase supérieure dans les mesures à prendre à l'encontre des élus défaillants en avertissant que «le maire doit être assisté et aidé en permanence par les élus locaux que je veux voir activer sur le terrain sinon je prendrai des mesures pour mettre fin à leur détachement».

**Houari Larbi**

**BÉJAÏA**

## Reprise des travaux de réhabilitation de la porte Bab El Fouka

Le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab a annoncé la reprise, dans les prochains jours, des travaux de consolidation de la porte de Bab El Fouka. Sur les lieux de ce site historique, le premier responsable de l'administration locale a instruit le chef de daïra pour prendre en charge l'opération de réhabilitation dont le programme de financement a été gelé par le ministère de la Culture.

Le wali de Béjaïa a déploré la dégradation de ce site historique fortement affecté par les affaissements de terrain. Le directeur de la culture a été aussi chargé à l'occasion d'entamer urgemment les travaux de réhabilitation du site.

Construite entre 1067 et 1071, Bab El Bounoud, appelée aujourd'hui Bab El Fouka, est flanquée de deux tourelles toujours visibles d'où les sentinelles pouvaient surveiller les alentours, et probablement surmontée d'un prétoire royal d'où le sultan pouvait admirer l'arrivée des caravanes et accueillir ses hôtes de choix.

Cette porte a deux ouvertures, dont la plus authentique est celle qui se situe à gauche quand on vient de l'extérieur de la ville. Construits aussi sous le règne du sultan En Nacer, les remparts se présentaient comme un immense mur d'enceinte, flanqué de tours de garde et avait six portes d'accès.

L'enceinte formait un vaste triangle dont la base longeait la mer et le sommet situé à 663 mètres d'altitude, dominant ainsi le golfe de la ville de Béjaïa (ex-Bougie).

Aujourd'hui, il ne reste que quelques traces de ces murailles dont les plus visibles sont celles qui apparaissent sous les structures de l'ex-marché Philippe et celles situées sur le territoire du Parc national de Gouraya, ces remparts sont des témoins incontestables du passé glorieux de la capitale des Hammadites.

**NAÂMA**

## Lancement d'une campagne de lutte contre la leishmaniose

**La DSP (Direction de la santé) de la wilaya de Naâma a, en étroite collaboration avec les services des APC et divers autres secteurs, lancé une campagne de lutte contre la leishmaniose.**

Des moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette campagne de nettoyage et prévention qui a été déjà entamée et qui s'étalera jusqu'au 20 mai 2017, soit un mois.

Des efforts sont déployés sur le terrain pour lutter contre les vecteurs de la maladie par l'aspersion d'insecticides à l'effet d'éliminer et éradiquer complètement les foyers de cette maladie parasitaires. Cette campagne touchera également les décharges sauvages en milieu urbain et les étables anarchiques, en plus de la lutte contre les chiens errants. Pour rappel, cette maladie cutanée a fait ravage durant les

années 2009 à 2013 où le nombre de cas oscillait de 600 à plus de 700. Même si la situation sera en amélioration et maîtrisable d'année à une autre, et même si le nombre de cas sera en diminution, la maladie continuera à inquiéter plus d'un (pouvoirs publics et population).

Par ailleurs durant l'année 2016, 253 cas ont été enregistrés contre 420 cas en 2015 et 336 cas en 2014. Le plus grand nombre de personnes atteintes en 2016 a été relevé à Aïn-Séfra, avec 111 cas, Mécheria 37, Mekmen-Benamar 32, Moghrar 27 et El-Kasdir 26, d'autres cas infimes ont été enregistrés à Naâma et Asla. Signalons que la leishmaniose cuta-



Photo : DR

née se compose de deux groupes : oriental (leishmania tropica) et sud-américain (leishmania brasilia). Appelée chez nous le bouton d'Orient (ou le bouton de Biskra),

cette maladie siège sur les régions découvertes et se présente sous la forme d'une papille excavée, croûteuse, responsable d'une cicatrice inesthétique, dont les séquelles et

les cicatrices restent apparentes après guérison. Le virus provient, selon les analyses microscopiques, de piqûres des phlébotomes, un insecte de petite taille des pays tropicaux, qui se nourrit de sang, qu'il projette par piqûres sur la peau, provoquant ainsi des démangeaisons. Cette espèce de parasite est le vecteur de la leishmaniose.

Le traitement doit lutter contre la surinfection, alors que le vaccin B.C.G., est, selon les études, pratiqué chez les sujets atteints de cette pathologie.

Notons enfin que les personnes atteintes de la maladie de la leishmaniose suivent un traitement médical au Glugantime assuré, à titre gracieux, au niveau des différentes structures de santé à travers la wilaya, a-t-on encore indiqué.

**B. H.**